

**TABLEAU DE BORD DE LA LEGISLATION EUROPEENNE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE  
DECEMBRE 2009**

1. Agenda Numérique pour l'Europe	p2
2. e-commerce	p3
3. Services de paiements	p4
4. Contenu en ligne	p5
5. Protection des consommateurs	p7
6. Paquet Telecom	p8
7. Protection des données et affaires juridiques	p10
8. Identité Numérique	p12
9. Fiscalité	p13
10. Gouvernance et infrastructure de l'Internet	p14

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Agenda Numérique pour l'Europe</b>				
<b>Agenda Numérique pour l'Europe</b>  Agenda confiée à Neelie Kroes, commissaire pour l'agenda numérique	→ Stratégie globale visant à créer un marché unique numérique pour l'Union européenne (objectif 2015)  → promouvoir de nouveaux modèles commerciaux et susciter des initiatives et des solutions innovantes en vue d'une harmonisation ou d'un nouvel examen du « corpus réglementaire du marché intérieur de l'UE »  → Développer l'internet haut débit en Europe  → Créer un marché unique du contenu créatif numérique en Europe (licence européenne...)  → Assurer efficacement la protection des données personnelles  → Favoriser l'émergence d'un « <i>European Cloud</i> »  → Faire participer les TCI à la lutte contre le changement climatique	<b>→ S'inscrit dans la stratégie post 2010 pour la société de l'information (2010-2015)</b>	26 nov 2009 : Création du portefeuille de l'Agenda Numérique, confiée à Neelie Kroes (Pays-Bas)  9 nov 2009 : Discours de Visby par Viviane Reding sur les priorités de l'agenda numérique ( <a href="#">Agenda de Visby pour une Union numérique en 2015</a> )  3 sept 2009 : Les <i>orientations politiques pour la prochaine Commission</i> de José Manuel Barroso annoncent l'Agenda Numérique  Juin 2009 : annonce de l'agenda numérique par Viviane Reding, Commissaire à la Société de l'Information	

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
e-commerce				
<b>Directive Commerce Electronique</b>  <b>2000/31/CE</b>	<p>→ Renforcer la sécurité juridique du commerce électronique en établissant un cadre juridique cohérent (en mettant fin aux disparités dans la jurisprudence des Etats membres)</p> <p>→ <b>Harmonisation de certaines mesures</b></p>	<p>→ <b>Champ d'application</b> : services entre entreprises, services entre entreprises et consommateurs, services fournis gratuitement au bénéficiaire, financés par les recettes de publicité ou de parrainage, et services permettant des transactions électroniques en ligne</p> <p>→ <b>règle du pays d'origine</b> (application de législation du pays d'origine) pour les prestataires de services (article 3)</p> <p>→ <b>principe de non- autorisation préalable</b> (interdiction aux Etats membres d'imposer aux services de la société de l'information des régimes d'autorisation spéciaux qui ne s'appliqueraient pas à des services semblables fournis par d'autres moyens) mais possible exception pour activités réglementée (services financiers et bancaires en ligne)</p> <p>→ <b>Transparence</b> : selon les législations nationales, les prestataires de services en ligne doivent rendre disponibles, pour les autorités et les destinataires, un accès facile, direct et permanent aux informations de base sur leurs activités</p> <p>→ <b>Contrats en ligne</b> : responsabilité légale des intermédiaires (fournisseurs d'hébergement)</p>	<p>22 oct 2009 : Etude et Communication de la Commission européenne (DG SANCO) sur les barrières au e-commerce</p> <p>21/11/2008 : rapport d'application de la directive dans les Etats Membres (bilan satisfaisant de la transposition : réduction des recours devant les tribunaux, meilleure information des acteurs du numérique sur leurs responsabilités]</p> <p>10/2008 : refus de révision de la directive annoncé par Charlie McCreevy</p> <p>8/06/2000 : adoption de la directive</p> <p>Contribution de l'ACSEL lors de la consultation publique</p>	<p>mi-2010 : <b>consultation</b> de la Commission européenne sur la mise en œuvre et l'amélioration possible de la directive (à confirmer)</p>

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Services de paiements</b>				
<b>Directive 2007/64/CE sur les Services de Paiement</b>	<p>→ fournir un cadre juridique pour la mise en place d'un marché européen unique des paiements.</p> <p>→ instaurer un « ensemble complet et détaillé de règles applicables à tous les services de paiement dans l'Union européenne. »</p>	<p>→ ouverture des marchés de paiements aux nouveaux acteurs</p> <p>→ Enjeu de la transposition</p>	<p><u>2 nov 2009</u> : Date limite de transposition</p> <p><u>Contribution</u> de l'ACSEL</p>	
<p><b>Initiative SEPA</b></p> <p>Espace Unique Européen des Paiements</p> <p>(Single European Payment Area)</p> <p>Initiative non législative</p>	<p>→ Initiative de l'industrie représentée dans l'EPC (European Payment Council) et contrôlée par la Commission européenne et la Banque Centrale Européenne</p> <p>→ établissement par la Commission d'un tableau de bord de la migration <i>SEPA</i> des administrations publiques</p> <p>→ Favoriser la concurrence et l'innovation dans le secteur des paiements (cartes, paiements, virements)</p>	<p>→ transposition efficace de la Directive Services de Paiements, base juridique du SEPA</p> <p>→ fixation d'une date limite de migration vers le <i>SEPA</i></p> <p>→ Avenir des commissions d'interchange</p>	<p><u>2 déc 2009</u> : Conclusions du Conseil ECOFIN sur le SEPA</p> <p><u>26 novembre 2009</u> : <a href="#">Position de l'ENISA</a> sur les risques de la banque en ligne</p> <p><u>10/09/2009</u> : publication d'une feuille de route 2009- 2012 (sous forme de <a href="#">communication</a>) sur la mise en œuvre du <i>SEPA</i> par la Commission Européenne</p> <p><u>1/11/2009</u> : date limite pour la transposition de la Directive Services de Paiements</p>	<p><u>mi-2010</u> : possible réglementation fixant une date de migration</p> <p><u>mi-2010</u> : gouvernance -mise en place d'un Conseil Européen du SEPA pour trois ans</p> <p><u>2010</u> : élaboration d'un e-sepa pour les paiements électroniques</p>
<b>Directive Monnaie Electronique (2009/110/CE)</b>	→ révisé la directive 2000/46/CE		<u>27/ 07/ 2009</u> : adoption (après accord en première lecture par le Conseil)	
<b>Règlement CE n°924/2009 sur les paiements transfrontaliers dans la Communauté</b>	<p>→ révisé le règlement CE n°2560/2001</p> <p>→ que les frais prélevés par les prestataires de services de paiement doivent être les mêmes pour les paiements nationaux et transfrontaliers.</p>	→ Le règlement concerne toutes les transactions de paiement électroniques, dont les virements, les prélèvements, les retraits dans les distributeurs automatiques, les paiements par cartes de débit et cartes de crédit, ainsi qu'aux transferts de fonds.		

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
Contenu en ligne				
<b>Table Ronde et Rapport sur les opportunités et les freins pour le commerce en ligne</b>	→aborder la question des opportunités et des obstacles au commerce en ligne avec les principaux acteurs du secteur (représentants de l'industrie et des consommateurs) : autorégulation du secteur	→résolution des obstacles au développement des e- commerce  →Initiative médiatique de la DG Concurrence de la Commission européenne  →Rassemble des acteurs emblématiques (e-bay, LVMH, SACEM, Apple et Mick Jagger, Alcatel, Fiat, EMI, Which?...)	<u>20/09/2009</u> : <a href="#">déclaration commune</a> sur les grands principes de diffusion de la musique en ligne  <u>21/08/2009</u> : publication des <a href="#">contributions</a> des acteurs du secteur suite au rapport  <u>26/05/2008</u> : publication du <a href="#">rapport</a> par la Commission Européenne	Voir Marché Unique du numérique pour les contenus en ligne
<b>Marché Unique du Numérique pour les contenus en ligne</b>  ( <a href="#">consultation</a> )	→faire évoluer la législation européenne face au développement des marchés en ligne sur les biens et les services protégés par les droits de propriété intellectuelle. → « permettre aux créateurs, aux titulaires de droits d'auteur et à la diversité culturelle de prospérer dans le monde numérique » → « donner aux consommateurs des moyens légaux, et dont la tarification soit claire, d'accéder, grâce aux réseaux numériques, à un large éventail de contenus à tout instant et où qu'ils se trouvent » → « assurer aux nouveaux modèles commerciaux et aux solutions innovantes l'égalité de traitement pour la diffusion de contenus créatifs dans toute l'Union européenne. »	→disponibilité des contenus créatifs (plus de contenus de qualités proposés, mise en place d'une politique d'octroi de licences et d'une stratégie tarifaire adaptées à leur diffusion sur de nouveaux médias) →mise en place de licences multi territoriales pour contenus créatifs →systèmes de gestion numérique des droits : recommandation d'une plus grande interopérabilité →piratage et partage illicite des fichiers : la Commission prône un renforcement de la coopération entre les fournisseurs d'accès, les producteurs et les consommateurs pour permettre une plus grande disponibilité des contenus en ligne, une meilleure protection des œuvres protégées par le droit d'auteur, une meilleure pédagogie envers les utilisateurs.	<u>22/10/2009</u> : lancement de la consultation publique  <u>03/01/2008</u> : Adoption d 'une <a href="#">communication</a> sur les contenus créatifs en ligne  <u>2006</u> : <a href="#">consultation publique</a>	<u>5 janvier 2010</u> : <b><u>clôture de la consultation publique</u></b>  <b>Objectif central du nouvel Agenda Numérique Européen</b>  <b>Proposition législative à venir durant la prochaine mandature (2009-2014)</b>

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<p><b>Directive sur les services des medias audiovisuels (SMA)</b></p> <p><b>2007/65/CE</b></p>	<p>→ <b>refonte</b> de la directive « Télévision sans frontières » (TSF), avec règles plus flexibles.</p> <p>→ réviser les règles sur la publicité télévisée pour améliorer le financement des contenus audiovisuels.</p>	<p>→ <b>Champ d'application</b> plus large que directive TSF : tous les services de médias audiovisuels (télévision classique et vidéo à la demande) sont couverts.</p> <p>→ Distinction entre <b>services «linéaires»</b> (services de télévision traditionnelle, l'internet, la téléphonie mobile) et <b>«non linéaires»</b> (services de télévision à la demande)</p> <p>→ limitation de la <b>régulation sur les services de médias audiovisuels</b> mais exigences renforcées sur publicité et protection des enfants pour les programmes de télévision</p> <p>→ compétence en matière de diffusion par satellite : compétence du pays de la liaison satellite montante pour un diffuseur hors UE.</p> <p>→ application de la règle <b>du pays d'origine</b> pour les prestataires.</p> <p>→ <b>Mesure de sauvegarde</b> pour le pays receveur : en cas d'objection sur le contenu d'un programme télévisé étranger qui lui est destiné, un pays peut ouvrir une <b>procédure de consultation</b> (ou de coopération) pour s'entendre avec le pays d'origine.</p> <p>→ <b>Obligation de transparence en matière de décision éditoriales</b></p>	<p><b>11/12/2007</b> : adoption de la <a href="#">directive</a></p> <p><b>19/12/2007</b> : entrée en vigueur de la directive</p>	<p><b>19/12 2009</b> : date limite pour la transposition de la directive dans le droit national</p>
<p><b>Directive Brevets logiciels</b></p>	<p>→ harmonisation des procédures de brevetabilité des inventions mises en œuvre par logiciels</p>		<p><b>06/07/2005</b> : rejet en deuxième lecture par le PE et le Conseil (rapporteur : Michel ROCARD- PSE/France)</p>	

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Protection des consommateurs</b>				
<b>eYouGuide</b>  <b>mai 2009</b>	Publication d'un <a href="#">guide du consommateur</a> sur Internet sur le site de la Commission Européenne	→ <b>informations sur les droits des consommateurs européens</b> vis-à-vis des fournisseurs d'accès Internet, des <b>achats en ligne</b> , du téléchargement d'enregistrements musicaux, de la <b>protection des données personnelles en ligne</b> et des sites de socialisation.	<b>05/05/2009</b> : lancement du site(DG SANCO, Commission)  <b>21/06/2007</b> : demande du Parlement Européen de publier un guide pour le consommateur en ligne	
<b>Directive Droits des Consommateurs</b>  <b>Proposée le 8 octobre 2008</b>  <b>Codécision</b>	→ Regroupement des quatre directives existantes (Vente à Distance, Vente à Domicile, Clauses abusives, Vente et Garantie s) et modernisation de la législation sur la protection des consommateurs	→ harmonisation complète mais ciblée → Cadre Commun de Référence non retenu dans le projet de Directive → Reprise des dispositions existantes sur la protection des consommateurs sur les informations précontractuelles fournies au consommateur, sur le délai de réflexion (quant à la période de rétractation), sur les réparations et sur les clauses contractuelles abusives (établissement de liste noire et grises)  → Introduction de dispositions nouvelles sur l'harmonisation des règles sur la livraison et le transfert du risque au consommateur, sur les nouvelles technologies (application aux enchères sur Internet), sur la protection contre la vente forcée (nouvelle définition des contrats de vente directe).	<b>10/2009</b> : nomination d'un nouveau rapporteur : Andreas Schwab (PPE- Allemagne) en commission IMCO  <b>08/10/ 2008</b> : présentation de la directive par la Commission  .	En discussion au Parlement Européen et au Conseil  <b>Décembre 2009</b> : proposition modifiée de directive par la Commission européenne attendue  <b>Avril 2010</b> : vote au Parlement

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Paquet Telecom</b>				
<b>Directive relative au cadre réglementaire commun pour les réseaux et les services de communications électroniques</b>	→ dispositions communes à la base des autres mesures du nouveau cadre réglementaire	→ autorité et procédés des autorités nationales de réglementation (ARN); → consolidation du marché intérieur pour les communications électroniques; → gestion des fréquences de radio par les services de communications électroniques; → standardisation; interopérabilité des services de télévision numérique interactive;		<b>24/11/2009</b> : adoption globale finale du Paquet Telecom par le Parlement européen  En attente de publication au JOUE
<b>Directive relative à l'accès et à l'interconnexion:</b>	→ fournir un cadre harmonisé pour permettre plus de concurrence dans les infrastructures de réseau et l'interopérabilité des services.	→ obligations relatives à l'accès; → pouvoirs et responsabilités des autorités nationales de régulation (ARN) au regard de l'accès et de l'interconnexion; → non-discrimination et transparence sur les questions d'accès; → contrôle des prix et transparence comptable.		
<b>Directive d'autorisation des réseaux et des services</b>	→ simplifier les contrôles administratifs sur l'accès au marché pour les opérateurs sujets à une procédure administrative complexe.	→ droits d'usage pour les fréquences de radio et les numérotations → conditions pour l'autorisation générale et les droits d'utilisation pour les fréquences de radio et pour les numéros, et obligations spécifiques; → droits pour l'installation d'équipements et droits de l'interconnexion; → attribution harmonisée des fréquences de radio.		



Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Directive du service universel et des droits des utilisateurs</b>	→définir les droits des utilisateurs et des consommateurs des réseaux et des services de communications électroniques, y compris le niveau de service universel.	→fourniture d'accès à un endroit déterminé et obligation de diffusion; →téléphones publics →qualité de service et financement des obligations du service universel; →contrôles réglementaires sur les services de vente; →contrôles réglementaires sur l'offre minimale de lignes louées; →sélection du transporteur et présélection du transporteur; interopérabilité des équipements de télévision numérique du consommateur; →assistance par opérateur et services de renseignement; →numéro unique européen des services d'urgence; le 112		
<b>Directive Vie privée et Communications électroniques</b>  <b>2002/58/CE</b>	Voir Chapitre Protection des données			
<b>Règlement sur le dégroupage de la boucle locale</b>	→développer la concurrence des opérateurs en permettant un accès dégroupé complet et partagé, vers leurs boucles locales	→fourniture d'accès dégroupé; →supervision par une autorité nationale de régulation;		

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Protection des données et affaires juridiques</b>				
<b>Révision de la directive 2002/58/CE Vie privée et Communications électroniques</b>  <b>Révisée dans le paquet Telecom</b>	→ moderniser et améliorer les dispositions en matière de protection de la vie privée et des données personnelles dans l'environnement numérique	→ <b>failles de sécurité (introduction d'une notification obligatoire des failles de sécurité)</b>  → <b>logiciels espions et cookies</b> : protection renforcée contre interception des communications et meilleure information des consommateurs quant au contrôle de l'installation des cookies (opt in/opt out)  → spams : possibilité pour toute personne affectée d'engager une procédure judiciaire contre les spammeurs  → renforcement significatif des pouvoirs d'exécution des autorités nationales de protection des données. (possibilité d'ordonner la cessation immédiate des infractions) et meilleure coopération transfrontalière de ces autorités	<b>09/09/2009</b> : Position du Contrôleur européen de la protection des données, Peter Hustinx  <b>09/01/2009</b> : <a href="#">avis</a> du Contrôleur Européen de la protection des données  <b>9/03/2004</b> : Résolution du Parlement européen demandant un débat sur la protection des données sur internet à l'initiative de Marco CAPPATO (ALDE- Italie) au Parlement européen	En attente de publication de la directive révisée JOUE  <b>Décembre 2009</b> : Lignes directrices sur la publicité comportementale de l'IAB Europe
<b>Procédure d'infraction de la Commission européenne contre le Royaume-Uni</b>  <b>Cas PHORM 14 avril 2009</b>  <b>PUBLICITE COMPORTEMENTALE</b>	→ Sur la base des directives 1995/46/CE et 2002/58/CE, la Commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre le Royaume-Uni pour non garantie de la confidentialité des communications	→ règles de la publicité comportementale, consentement, information, opt in/opt out...	<b>14 avril 2009</b> : ouverture de la procédure d'infraction	Le Royaume-Uni a déclaré s'être mis en conformité avec les obligations des directives

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Directive sur le régime juridique applicable et au traitement de données personnelles en Europe</b>  <b>1995/46/CE</b>	<p>→ champ d'application : données traitées de manière automatisée</p> <p>→ grands principes de base de la directive : qualité des données, légitimation des traitements de données, catégories particulières de traitements, information des personnes concernées par les traitements, droits d'accès de ces personnes aux traitements de données, droit d'opposition aux traitements des données, confidentialité et sécurité des traitements, notification des traitements auprès d'une autorité de contrôle.</p> <p>→ disposition d'un recours juridictionnel « en cas de violation des droits qui lui sont garantis par les dispositions nationales applicables au traitement en question ».</p> <p>→ favoriser l'élaboration de codes de conduite nationaux et communautaires destinés à contribuer à la bonne application des dispositions nationales et communautaires.</p> <p>→ mise en place d'une ou plusieurs autorités publiques indépendantes chargées de surveiller l'application des dispositions de la directive.</p> <p>→ Mise en place d'un groupe de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel</p>		<p><b>07/03/2007</b> : <a href="#">Communication</a> de la Commission au Parlement européen et au Conseil « Suivi du Programme de travail pour une meilleure mise en application de la directive sur la protection des données ». Conclusion : inutile de réviser la directive</p> <p><b>24/09/1995</b> : adoption de la directive</p>	
<b>RFID</b>  <b>(DG INFSO)</b>			<p><b>Septembre 2009</b> : <a href="#">Discours RFID et internet des objets</a></p> <p><b>Mai 2009</b> : <a href="#">Discours de viviane Reding</a></p> <p><b>12 mai 2009</b> : <b>Recommandation</b></p>	

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Identité numérique</b>				
<b>Plan d'action en faveur de l'utilisation des signatures électroniques et de l'identification électronique pour faciliter la fourniture de services publics transfrontaliers dans le marché unique</b>  <b>28 novembre 2008</b>	<p>→aider les États membres à mettre en œuvre des solutions de signature et d'identification électroniques interoperables et mutuellement reconnues, pour faciliter la fourniture de services publics transfrontaliers</p> <p>→les recommandations du Plan d'action peuvent également être utilisées pour les opérations B2B ou B2C</p>	<p>→développement « d'actions ciblées pour améliorer l'interopérabilité des signatures électroniques qualifiées et des signatures avancées basées sur des certificats qualifiés »</p> <p>→ « actions à moyen terme en faveur de l'interopérabilité de la signature électronique avancée dont en particulier, la vérification aisée de la validité d'une signature reçue d'un autre pays »</p> <p>→ « actions à moyen terme visant à rendre l'identification électronique interoperable »</p>	<b>28/11/2008 : <a href="#">Communication</a></b> de la Commission	
<b>Directive sur la signature électronique</b>  <b>1999/93/CE</b>	<p>→création d'un cadre communautaire pour l'utilisation des signatures électroniques.</p>	<p>→libre circulation et reconnaissance légale des signatures électroniques et services apparentés dans l'ensemble des Etats Membres de l'Union Européenne.</p> <p>Trois formes de signatures électroniques sont prises en compte :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Signatures basiques</li> <li>2. Signatures électroniques avancées (lié au signataire, et permettant l'identification de ce dernier)</li> <li>3. Signatures électroniques qualifiées (signature avancée établie sur la base d'un certificat et créée par un instrument de création de signature électronique spécifique)</li> </ol>	<p><b>13/12/1999 :</b> adoption de la <a href="#">directive</a> par le Conseil et le Parlement</p> <p><b>15/03/2006 :</b> <a href="#">rapport</a> de la Commission sur l'application de la directive : transposition satisfaisante de la directive. Selon l'étude, il n'est <b>pas besoin de réviser la directive</b></p>	

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Rapport d'expert sur la facturation électronique</b> <b>(Consultation)</b>	→ Recommandations pour un cadre européen de la facture électronique		<b>30 nov 2009</b> : publication du rapport  <b>24 mars 2009</b> : <a href="#">Code de bonnes pratiques</a>  <b>7 nov 2007</b> : Création du groupe d'experts	<b>26 février 2010</b> : Clôture de la consultation sur le rapport du groupe d'experts
<b>Fiscalité</b>				
<b>Révision de la directive TVA</b>  <b>2006/112/CE</b>	→ Augmenter l'utilisation des facturations en ligne, réduire les charges administratives sur les PME et aider les Etats Membres à lutter contre la fraude.  → simplification et harmonisation des facturations de la TVA : élimination des barrières existantes aux facturations en ligne dans la directive TVA et traitement égal des facturations papier et en ligne.	→ abandon de la signature électronique avancée et de l'échange de données informatisées (EDI) comme conditions préalables à l'envoi de factures électroniques.  → autorisation du stockage électronique des factures  → harmonisation des règles dont disposent les Etats Membres sur les facturations en ligne  → élargissement du recours à la facturation simplifiée (notamment pour factures de faible montant).	<b>28/01/2009</b> : Proposition de révision de la directive de la Commission  <b>28/01/2009</b> : <a href="#">Communication</a> de la Commission  <b>30/01/2009</b> : Transmission au Parlement Européen  <b>10/06/2009</b> : <a href="#">Avis</a> du Conseil Economique et Social	En étude au Parlement Européen
<b>Directive 118</b>  <b>2008/118/CE</b>	→ harmonisation des droits d'accise pour les <b>Etats membres ayant déjà autorisé la vente de tabac</b> sur Internet. → abrogation de la directive 92/12/CEE	→ renouvellement du cadre juridique afin de faciliter la circulation des produits pétroliers, des alcools et du tabac en suspension de taxes. Ce texte encadre également la vente à distance de ces produits.	<b>16/12/2008</b> : Adoption de la <a href="#">directive</a> par le Conseil	<b>01/01/2010</b> : date limite pour la transmission de la directive (avec effet au 1 <sup>er</sup> avril 2010)

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
Gouvernance et infrastructure de l' Internet				
Communication sur la protection des infrastructures critiques en matière d'information  30 mars 2009  DG INFSO A-3	<b>Plan d'action en 5 points</b> → <b>Préparation et prévention</b> : -Définir une base commune de capacités et de services pour les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique nationales ou gouvernementales et les opérations de réaction en cas d'incident. -Etablir d'ici mi-2010 un PPP européen (EP3R) pour la résilience qui aidera les entreprises et le secteur public à mettre en commun leur expérience et leurs informations et qui sera axé sur la dimension européenne envisagée sous les angles stratégiques, tactiques et opérationnels. Les premiers résultats de ce partenariat devraient être obtenus d'ici fin 2010. -Mettre en place d'ici fin 2009 un forum européen pour le partage d'information et de bonnes pratiques entre Etats membres. → <b>Détection et réaction</b> : -Mettre en place l'EISAS (European Information Sharing and Alert System). L'EISAS devrait être destiné aux citoyens et aux PME ; il devrait permettre le partage d'information et d'alerte et devrait reposer sur des systèmes nationaux et privés de partage d'information et d'alerte. -Des prototypes lancés dans le cadre du programme européen CIPS (Prévention, préparation et gestion des conséquences en matière de terrorisme et autres risques liés à la sécurité) devraient être menés à terme d'ici fin 2010, tandis qu'une feuille de route relative à la mise en place de l'EISAS devrait être établie par l'ENISA d'ici fin 2010. → <b>Atténuation et récupération</b> : -Elaborer des plans nationaux en cas d'urgence -Organiser régulièrement des exercices paneuropéens portant sur des incidents de grande envergure affectant la sécurité des réseaux. → <b>Coopération internationale</b> : -Susciter un débat de dimension européenne pour définir les priorités de l'UE en ce qui concerne la stabilité et la résilience à long terme de l'Internet d'ici fin 2010. - <b>Définir des lignes directrices</b> pour la stabilité et la résilience de l'Internet à l'échelon européen i.e. définition d'une feuille de route d'ici fin 2009 et obtention d'un accord sur un avant-projet de principes et de lignes directrices d'ici fin 2010. → <b>Etablissement de critères pour les infrastructures critiques européennes dans le secteur des TIC</b> :		<b>30 mars 2009 : Publication de la Communication</b>  <b>12 décembre 2006 :</b> Communication de la Commission européenne sur la protection des infrastructures critiques de l'UE	<b>mi-2010</b> : Elaboration en coopération avec les Etats membres et les <i>stakeholders</i> des critères relatifs à l'identification des infrastructures critiques européennes dans le secteur des TIC  -Mise en place du PPP sur la prévention des risques  <b>fin 2010</b> :  -lignes directrices promues au niveau mondial  -feuille de route de l'ENISA sur la mise en place de l'EISAS

Initiative	Objectifs	Enjeux	Processus décisionnel	Prochaines étapes
<b>Communication sur l'internet du futur, pour des infrastructures intelligentes et efficaces</b>  <b>28 octobre 2009</b>  <a href="#">Communication</a>	→ Utiliser les technologies intelligentes et les savoirs de l'internet dans tous les domaines de l'économie (transport, énergie, santé...)	→ S'inscrit dans la stratégie post 2010 pour la société de l'information (2010-2015)		
<b>Recommandation sur l'accès aux réseaux nouvelle génération</b>	→ Organiser l'accès aux réseaux haut débit et nouvelle génération		<b>12 juin 2009 :</b> <a href="#">Deuxième consultation</a>  <b>Septembre 2008 :</b> <a href="#">Consultation publique</a> sur le web 3.0  <b>Nov 2007 :</b> Conférence de la Commission « Réduire la fracture de la bande large »	
<b>Neutralité des réseaux</b>	→ Assurer l'interopérabilité des réseaux et des services  → Lutter contre les comportements anticompetitifs		<b>30 septembre 2009 :</b> Discours de Viviane Reding « <i>la neutralité de l'internet est une priorité pour 2010</i> ».	
<b>ICANN</b>	→ Gestion des noms de domaines	→ Création d'un droit de regard pour les autres pays  → Création d'un comité de surveillance	<b>4 oct 2009 :</b> <a href="#">accessibilité de l'internet</a>  <b>30 sept 2009 :</b> Le Etats-Unis ont accepté d'ouvrir partiellement la gouvernance de l'ICANN	